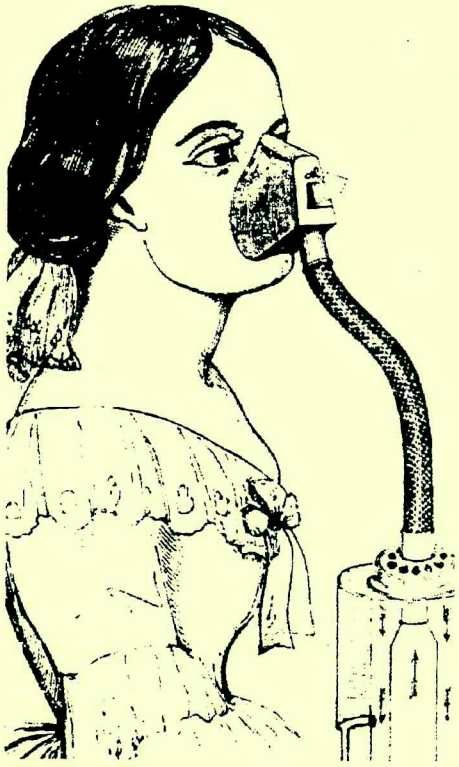
AUJOURD'HUI

Hebdomadaire libertaire

Electionnite aiguë

«Elections, piège à cons». Ce slogan s'avère tou - jours aussi actuel, au vu de la «couchepinade» de ces derniers jours



Que ce soit en France, au Danemark, en Suisse, les derniers jours ont été riches en élections. Si, partout, les abstentionnistes représentent une grande part sinon la majorité de l'électorat, la Suisse, en raison du consensus politique qui fait siéger côte à côte dans tous les exécutifs des élus de tendances diverses, bat les records: l'à-peu-près total désintérêt de la population (voir dans ce numéro «Après les élections»). Ici, point d'alternance, point de front commun contre tel ou tel épouvantail. Point de «passion», ni sel, ni piment dans la «formule magique». Même pas de ces rodomontades que les politiciens français affectionnent encore, héritage d'un temps où, peut-être – mais rien n'est moins certain – le fait politique recouvrait autre chose qu'un partage du pouvoir et des intérêts entre membres d'une même élite. Quoiqu'il en soit, ces vieux réflexes poussifs des dinosaures politiques français peinent à masquer l'accord profond qui règne entre eux (on a pu voir à la télévision un ministre communiste incapable de citer un élément qui différencie son parti du parti socialiste).

En Suisse, lorsqu'il faut choisir de nouveaux conseillers fédéraux, ce manque de spectacle se révèle ennuyeux tant pour les politiques, dont les pratiques épicières se trouvent trop crûment exposées au grand jour, que pour les médias qui se voient contraints au commentaire d'arrangements déjà convenus. Aussi, les médias et la classe politique, ne pouvant décidément pas parler décemment d'épicerie, tentent, au cours d'une sorte de partie de ping-pong, d'ériger en feuilletons haletants ces parfaits non-événements, avec une obstination désarmante, une énergie toujours renouvelée et, il faut en convenir, un certain succès. On se souvient des «affaires» Uchtenhagen et Brunner et l'élection de Pascal Couchepin (laquelle ne faisait pas l'ombre d'un doute pour la CIA, qui le présentait comme conseiller fédéral sur son site Internet longtemps avant l'élection) n'a pas échappé à la règle. La recette est éprouvée : candidatures surprises, tardives, suspens juridique... et happy end de rigueur. Tout cela donne du grain à moudre, et dissimule l'essentiel: complètement hors de portée des citoyens (ce sont les députés de l'assemblée fédérale qui votent),

Suite en dernière page

La Nature a Horreur du Vide, la Publicite aussi

A Genève, depuis quelque temps, les publicitaires, les commerçants et les transports publics ne se contentent plus de couvrir les parois des tramways d'annonces criardes : ils emballent totalement ceux-ci, recouvrant d'une pellicule plastique l'ensemble du véhicule, obstruant ainsi les fenêtres. Les passagers se retrouvent baignant dans une atmosphère grisâtre et sinistre, ne pouvant contempler de l'extérieur que ce que leur laissent apercevoir les micropores que les affreux maquilleurs ont bien voulu ménager dans leur filet pour ne pas plonger l'usager dans la nuit. Cette nouvelle utilisation d'un espace public, qui n'est depuis longtemps que le vaste terrain d'exercice des forces marchandes, laisse augurer des lendemains enchanteurs. La phase suivante sera, n'en doutons pas, l'utilisation des personnes comme outil publicitaire : image réjouissante de passagers, surgissant d'un tramway recouvert d'un emballage de paquet de saucisses, tous déguisés en saucisses aux sourires béats, et reprenant en chœur : «Ah! la belle saucisse, ah! la belle saucisse, je suis une belle saucisse!».

Vaud

Après les élections cantonales : analyse

Capitalisme

Le facteur sonne toujours deux fois

Education

Un siècle d'expériences libertaires

AUJOURD'HUI

sur

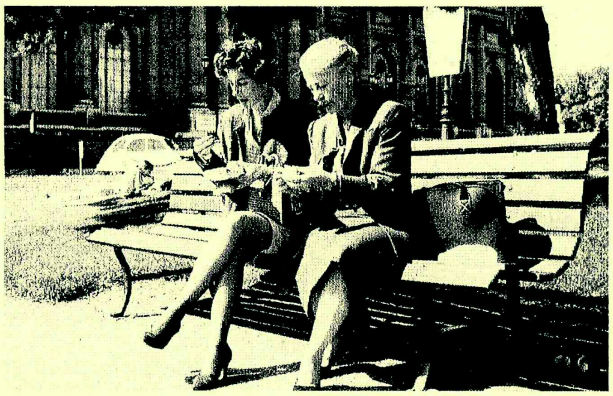
Internet

www.tao.ca/~cas/aujour.html

Vaud

Après les élections...

La gauche vaudoise a donc perdu les élections. Elle est toujours minoritaire au Grand Conseil. Elle n'a plus que deux représentants sur sept au Conseil d'Etat



Malgré ses vingt mois de campagne électorale, Joseph Zisyadis, ministre communiste sortant, n'a pas gagné son pari. Nous ne saurons donc pas quelle aurait été sa politique; s'il aurait un tant soit peu «révolutionné» le canton ou si la fonction serait parvenue à l'apprivoiser, à l'image de ce qui s'est produit avec son camarade Bernard Métraux à la municipalité de Lausanne. Ceux qui journellement sont sanctionnés pour «délit de sale gueule» dans les rues de la cité lémanique, savent bien que même avec un popiste à sa tête, la police ne change guère de nature !

Pourtant, au lendemain de ce deuxième tour, l'abstentionniste éprouve un certain malaise à revendiquer publiquement son appartenance au parti majoritaire (69% au premier tour, 70% au second). Voter, élire, c'est faire son devoir, comme on dit chez nous. S'abstenir, par contre, serait faire preuve de faiblesse, d'incompétence, d'égoïsme, de repli sur la sphère privée, d'irresponsabilité. Les faits d'ailleurs sont avérés : les pauvres votent moins que les riches, les femmes moins que les hommes, les jeunes moins que les vieux, les locataires moins que les propriétaires, et quant aux étrangers... ils ne votent pas du tout. L'abstentionniste est un exclu, volontaire ou forcé, il n'est pas à la page.

Et si plus simplement, il y avait de plus en plus de gens qui pensaient, confusément peut-être, que ce n'est pas là que les choses se passent. N'aurait-on pas le droit de dire qu'à l'heure de la mondialisation de l'économie, lorsque qu'en deux coups de cuillère à pot une crise financière peut envoyer au tapis des nations entières, le fait que Dupont ou Tartempion soient élus au Conseil d'Etat vaudois n'est pas vraiment l'essentiel ?

N'est-il pas plus irresponsable de soutenir la candidature d'Untel, alors que les risques qu'il tourne sa veste et trahisse ses promesses sont pratiquement courus d'avance ? N'est-il pas cruel d'envoyer un éventuel candidat honnête dans un lieu où sa marge de manœuvre restreinte le contraindra au compromis, puis à la compromission ? Le destin de Ruth Dreifuss est-il enviable ?

J'entends d'ici les cris d'effroi de certains lecteurs : mais enfin, la gauche est moins pire que la droite qui a de «si grandes dents», comme le disait une pub de l'Alliance rose-rouge-verte. Et d'évoquer le social, qui va être saigné à blanc, les emplois qui vont disparaître, les effectifs des classes d'école qui vont augmenter, la fiscalité qui va continuer à favoriser les millionnaires domiciliés dans les communes riches à faible taux d'imposition... Toutes choses parfaitement vraies, sans doute, mais contre lesquelles une stratégie électoraliste n'a que peu d'emprise. Voyons pourquoi.

Tout d'abord, les élections, il faudrait les gagner. Et ce n'est pas demain la veille que la gauche vaudoise en particulier et la gauche suisse en général vont y parvenir. En attendant, certains politiciens sortis de ses rangs font de jolies carrières grâce à leurs beaux discours. Ils servent d'alibi, mettent de l'huile dans les rouages... jusqu'au jour où, devenus inutiles ou encombrants, ils se font jeter comme des malpropres, tel un Jean-Noël Rey.

Ensuite un politicien, même de droite au dents longues, peut se transformer en agneau, s'il est confronté à un vrai rapport de force. Or le terrain électoral est sans doute le plus mauvais qui puisse exister pour construire une résistance à l'exploitation. Même pour les salariés de la fonction publique.

Dans un mouvement social, les gens sont partie prenante de l'action. Avec l'expérience, les discussions... ils prennent conscience des problèmes qui se posent à eux et aux autres, et parviennent mieux à prendre des décisions démocratiques en connaissance de cause. Dans l'isoloir, par contre, l'individu est seul. Il vote bien souvent en fonction d'impressions irrationnelles, de sentiments inspirés par ce qu'on lui dit tous les jours à la TV et dans les journaux : l'idéologie dominante.

Pour séduire l'électeur, le candidat doit donc s'adapter, simplifier son discours quitte à être caricatural. Il s'efforce aussi de dire des choses qui plaisent à l'électorat centriste, celui qui peut faire tout basculer. C'est ainsi que des électeurs de gauche sont surpris de voir leur candidat favori faire campagne sur le thème du soutien aux petits patrons. L'inverse est aussi vrai pour les candidats de droite qui se découvrent opportunément une fibre sociale. Et dire que ceux qui sèment si bien la confusion se plaignent du désintérêt et du dépit qu'ils suscitent eux-mêmes !

Certains rétorqueront que les élections, le parlement, voire le gouvernement constituent une tribune pour les «révolutionnaires». Le seul problème, c'est que les gens attendent du concret. Le boniment, les pitreries au sommet de l'Etat, ça va un moment.

Il est grand temps de dire à toutes celles et ceux qui sont les victimes de ce système que le salut ne peut pas venir d'en haut. Que la classe politique, comme la classe capitaliste, ne leur fera pas de cadeaux, ou plutôt n'en fera que si elle a vraiment peur. Les exploités, les sans-grades, les exclus ne peuvent obtenir justice que s'ils sont en mesure de mener des luttes durables et massives. Pour cela, il faudra se doter de véritables organisations syndicales. On ne peut se satisfaire d'associations qui se contentent de lancer périodiquement des actions symboliques d'une journée et qui, à la veille du scrutin, s'amusent à distribuer des bons et des mauvais points aux différents candidats. Mais ça, c'est encore une autre histoire.

M. Argery

Capitalisme

Jean-Noël Rey

J.-N. Rey a été démissionné par le comité d'administration de La Poste

Fils de syndicaliste, auteur d'une *Contribution à l'étude du syndicalisme* en Suisse, l'ex-directeur de La Poste était pourtant le prototype du «parfait» politicien «socialiste». C'est lui, par exemple, qui a négocié avec son parti l'élection d'Otto Stich, lorsqu'en 1983, la droite de l'Assemblée nationale a recalé Lilian Uchtenhagen, candidate officielle du PS. On se souvient que ce camouflet infligé aux socialistes a permis au parti radical d'avoir l'honneur de faire élire, l'année suivante, la première conseillère fédérale de l'histoire : Elisabeth Kopp. Une victoire des femmes qui restera dans les annales...

J.-N. Rey devient ensuite le conseiller personnel d'Otto Stich, promotion qui lui permet d'accéder, en 1990, à la direction des PTT. C'est sous son règne que se réalise le divorce La Poste et desTélécom. Il est aussi l'artisan du programme de maîtrise des coûts grâce auquel La Poste peut sortir des chiffres rouges et même faire du bénéfice. Tout cela sans faire de casse, car même si ce programme «a rendu le travail et les cadences plus pénibles... [il] n'a pas été vraiment combattu par le personnel»[1].

J.-N. Rey est un homme habile qui a bien étudié les syndicalistes suisses et sait comment les prendre. Il a su les calmer en évitant le licenciement du personnel permanent... quant aux précaires, tout le monde s'en fout. Ceux qui, hier encore, écrivaient «Notre directeur a tout bouleversé dans notre entreprise postale. La majorité du personnel a subi les affres d'une politique démentielle. Vite, vite et à n'importe quel prix»[2], pleurent maintenant leur directeur déchu. C'est le cas, par exemple, de Pierre Papis, le secrétaire général de la Fédération suisse des PTT, qui «regrette le départ d'un homme qui a toujours écouté les syndicats»[3]. Avec de pareils défenseurs, les postiers auraient intérêt à s'inquiéter.

Comment un aussi bon élève que J.-N. Rey a-t-il pu glisser sur une peau de banane ? Est-ce vraiment pour avoir pistonné femme et enfants (chose qui évidemment ne risque pas d'arriver à un banquier zurichois), ou, plutôt, est-ce pour n'avoir pas compris que La Poste n'avait pas vraiment à devenir rentable — grâce, par exemple, à ses nouvelles prestations bancaires ? Les vrais libéraux sont favorables à la socialisation des pertes et à la privatisation des bénéfices. Presser le personnel comme un citron, c'est très bien. Par contre, ce qui rapporte doit rester dans le privé.

Ceci dit, nous ne pleurerons pas sur le sort de J.-N. Rey. Le parachute en or qu'on lui offre pour services rendus avoisinerait, paraît-il, le million de francs. Un joli prix de consolation.

M. Argery

1. Selon "24 heures" du 13 mars 1998.
2. Dans l'hebdomadaire "Union PTT" du 12 mars 1998, cité par "le Matin" du 13 mars 1998.
3. "24 heures" art. cit.

La Fabrique de la Vérité

Le marché et ses serviteurs politiques et médiatiques travaillent sans relâche à la construction et la consolidation de l'idée que l'organisation de la société selon leurs intérêts est, en fait, son organisation naturelle. Leur intention est d'établir en dogmes ce que sont, en réalité leurs choix politiques, économiques et sociaux. Cette rubrique se veut une collection des produits de cette vaste usine à construire des «vérités».

«... il est prouvé que l'homme fera toujours la guerre. Le contraire est impossible. [...] En fait, c'est l'être humain qui est une erreur de la nature.»
«Des fabriques existent, elles doivent vendre. On le savait pour les armes, c'est également vrai pour les conséquences des guerres: les soins aux victimes.»

Contribution de Laurent Marti, ex-délégué du CICR et fondateur du Musée de la Croix-Rouge, la Tribune de Genève, 28.10.96

Adresse aux lecteurs

AUJOURD'HUI est en train de gagner son premier pari, celui de parvenir à proposer chaque semaine un numéro entièrement pensé, écrit et réalisé par un collectif indépendant, non-subventionné et dont les membres ne sont pas des professionnels et ne sont pas rémunérés. Notre fonctionnement est basé, justement, sur la non-spécialisation des membres, chacun accomplissant toutes les tâches d'écriture, de production et de distribution, dans un partage des compétences.

L'avenir d'AUJOURD'HUI dépend de ses lecteurs/trices. Vos avis, vos propositions et vos critiques sont les manifestations de la réalité qu'AUJOURD'HUI ne peut ni ne veut ignorer, n'ayant, en aucun cas, vocation à être un espace fermé et réservé.

Nous vous encourageons, donc, à nous envoyer des textes ou des images qui seront publiés s'ils sont acceptés par le collectif. S'ils ne le sont pas, nous justifierons, par courrier, ce refus.

Nous remercions ceux qui nous lisent et les abonnés qui nous soutiennent.

ABONNEMENTS

3 mois (12 n°): 15 FS, soutien 25 FS
6 mois (24 n°): 30 FS, soutien 50 FS
12 mois (48 n°): 60 FS, soutien 100 FS
Etranger et commandes groupées, contactez-nous.

Règlement par CCP n° 17-471708-7
Adresse: **AUJOURD'HUI** c/o Aide Mutuelle
case postale 664, 1211 Genève 4
e-mail: edam.ch@tao.ca ou cas.ch@tao.ca

Education

Dossier éducation libertaire (I)

L'éducation, l'enseignement et la pédagogie se situent parmi les premières préoccupations des libertaires. Tant au point de vue théorique que pratique, les libertaires ont fait et font preuve d'originalité, et se trouvent à la base des réflexions et expériences les plus progressistes. C'est cet aspect de la pensée libertaire que le collectif d'Aujourd'hui se propose de présenter à ses lecteurs, en inaugurant dans ce numéro une série d'articles consacrés aux théoriciens et aux praticiens, aux expériences éducatives qui ont jalonné l'histoire du mouvement libertaire

Paul Robin : l'éducation intégrale

Paul Robin (1837 - 1912), diplômé de l'Ecole Normale Supérieure, entreprend une carrière de professeur dès 1861. Sa manière d'enseigner lui attirant les foudres de l'administration, il quitte l'enseignement public en 1864. Se rendant successivement en Belgique, en Suisse et en Angleterre, il rencontre Marx, Bakounine, Kropotkine et les frères Reclus, et adhère aux thèses du socialisme non-autoritaire. C'est durant cette période d'exil qu'il affine théoriquement ses idées sur l'éducation. Il présente un rapport sur «l'enseignement intégral» au congrès de l'Internationale à Bruxelles (1868). De retour en France, il est d'abord nommé inspecteur de l'enseignement primaire, puis, en 1880, directeur de l'orphelinat de Cempuis. C'est là qu'il va mettre en pratique l'éducation intégrale, inspirée par l'idée que «l'enfant n'est pas un être en manque de lui-même, il est une individualité et une liberté qui ne demandent qu'à s'épanouir». A Cempuis, les enfants partagent leur temps entre l'éducation physique (1/3 du temps: natation – dans une piscine construite par les élèves, gymnastique, équitation...), l'éducation intellectuelle, qui recouvre également l'apprentissage de métiers manuels, et l'éducation morale, qui consiste à plonger les enfants dans un bain de liberté, de création et de solidarité. L'enseignement est dit «spontané», l'enfant doit lui même faire ses propres découvertes, et l'adulte se garder de lui imposer des idées banales et toutes faites. L'histoire enseignée est celle des peuples et des civilisations, et non pas celle des grands et des dates. Des cours d'éducation sexuelle sont même dispensés. Les filles et garçons vivent ensemble: voilà les prétextes saisis par la presse cléricale de l'époque pour provoquer la fin de l'expérience. Des photos de jeunes garçons et de jeunes filles se baignant ensemble sont publiées, et Cempuis comparé à une «porcherie». Robin est révoqué par le Conseil des ministres en 1894. Il se consacre alors à la diffusion des idées sur la limitation des naissances.

L'éducation intégrale de Robin préfigure largement ce qui vaudra, au 20e siècle, sa célébrité à Célestin Freinet, pédagogue ayant inspiré bien des pratiques pédagogiques actuelles, peu à peu intégrées par le système éducatif étatique. Voilà pourquoi l'éducation intégrale peut paraître, au regard actuel, peu révolutionnaire: ce serait oublier que, pour ne prendre que cet exemple, la mixité (vécue pendant 14 ans à Cempuis) n'est entrée dans les mœurs de l'école publique que beaucoup plus tard. La dépendance de Cempuis à l'Education nationale cerne les limites de la démarche: par exemple, les enseignants que Robin dirigeait, qu'il ne pouvait choisir, n'étaient pas forcément acquis à ses idées. Tenir le cap de l'éducation intégrale était donc un combat quotidien, coûteux en énergie. La fin abrupte de l'expérience démontre également que le système éducatif ne pouvait (il ne le peut pas plus de nos jours) tolérer de tels germes de liberté en son sein.

F. Mirail

Prochain article: La Ruche de Sébastien Faure

(***Suite de la première page***) les élections au Conseil fédéral sont le lieu où se soldent les comptes entre tenants du pouvoir.

Que se retrouvent réunis dans le groupe de soutien au candidat de droite «humaniste» Gilles Petitpierre, Andreas Gross, socialiste ex-GSSA et David de Pury, néolibéral effréné, dit tout de la fameuse culture du consensus, ici à l'œuvre, et les appuis mutuels et circonstanciels sont d'évidence pièces rendues pour services antérieurs ou à venir. Cette hétéroclite coalition autour de la candidature d'un homme démontre à quel point les idées sont totalement absentes des sphères politiques supérieures helvétiques, remplacées par des gesticulations en faveur de telle ou telle personne, selon des critères tout aussi mystérieux que peu idéologiques.

C'est là la grande force d'un système politique qui est capable de réduire les oppositions et de digérer les idées, dans un refus permanent du politique au profit d'une solide gestion des affaires.

Le collectif d'Aujourd'hui

AUJOURD'HUI est un hebdomadaire du vendredi, réalisé par un collectif constitué au sein d'Aide Mutuelle.
Ed. responsable: Claude Cantini.
Tirage: 200 ex.
Adresse:
AUJOURD'HUI c/o Aide Mutuelle, case postale 664, 1211 Genève 4
Web: www.tao.ca/~cas/aujour.html
e-mail: edam.ch@tao.ca
cas.ch@tao.ca